

Plateforme du mouvement Ralliement national canadien-français

(à l'usage des candidats nationalistes indépendant : élection générale d'octobre 2026 au Québec)

- 1. Autonomie de l'État québécois**
- 2. Appartenance**
- 3. Famille**
- 4. Immigration et accommodement raisonnable**
- 5. Équité**
- 6. Économie sociale**
- 7. Éducation et culture**
- 8. Québec français**
- 9. Énergie**
- 10. Gouvernance**
- 11. Sécurité**
- 12. Santé**
- 13. Hygiène sociale (prévention)**
- 14. Économie et finance publique**
- 15. Environnement**
- 16. Travail : contrat social**
- 17. Souveraineté alimentaire**
- 18. Transport et infrastructure**

1- Autonomie de l'État québécois

- 1- Affirmer et rapatrier, au sein de la Confédération canadienne, l'autonomie pleine et entière de l'État québécois, siège social de la nation canadienne-française.
- 2- Décentraliser les pouvoirs en accord avec le principe de subsidiarité qui est celui de laisser le pouvoir exécutif au plus petit palier de gouvernement qualifié.
- 3- Exercer et rapatrier tous les pouvoirs et les compétences que l'État québécois est en mesure d'exercer au sein de la Confédération canadienne (Pouvoirs qui ont soit toujours été les nôtres exclusifs et "envahit" par le pouvoir fédéral, soient les compétences fédérales mal exercées ou abandonnées par ce palier).
- 4- Dégager totalement l'État québécois des ingérences étrangères et mondialistes telles que sont les agences de l'ONU (OMS, GEIC, UNESCO...) ou le Forum économique mondial à l'autonomie de nos décisions et besoins nationaux.

2- Appartenance

- 1- Promouvoir les coutumes nationales du Québec via la défense de la laïcité catholique de l'État québécois et ses institutions dans le respect et la préservation de notre héritage culturel canadien-français.
- 2- Exiger de l'État Confédéral le respect du principe du Pacte entre les deux peuples fondateurs canadiens-français et anglais.
- 3- Prioriser les familles d'ici.
- 4- Eradiquer les mouvances idéologiques antinationales présentes au sein de nos institutions d'enseignements primaires à universitaires.
- 5- Révision du mode de financement des associations (syndicats) étudiantes

3- Famille

- 1- Favoriser le modèle familiale classique et l'encourager
- 2- Redonner l'autonomie aux familles en réaffirmant la primauté parentale
- 3- Retrait et interdiction de la propagation de l'endoctrinement de l'absurde "théorie" dite des genres et de "transition des sexes" auprès des enfants et adolescents.
- 4- Verser les montants actuellement subventionnés des CPE directement aux parents qui désirent rester à la maison dans le but d'assurer la garde de leurs enfants (montant non imposable au nom de l'enfant)

4- Immigration et accommodement raisonnable

- 1- Exiger le vrai coût de l'éducation aux immigrants temporaires qui viennent étudier dans nos universités.
- 2- Rapatrier la totalité de nos compétences constitutionnelles en immigration en exerçant le plein contrôle sur la totalité de nos politiques d'immigration y compris pour y décréter des moratoires ponctuels complets le temps d'évaluation de nos réels besoins en ressources humaines/compétences professionnelles vs coûts/bénéfices réels collectifs.

5- Équité

- 1- Restaurez les vrais principes fondamentaux de justice sociale en abolissant toutes les lois et tous les programmes dits "wokes" de "D.E.I." (diversité, équité, inclusion) fondés sur des discriminations sexuelles anti-hétéros et raciales anti-blanches.
- 2- Défendre l'équité générationnelle canadienne-française en éliminant le fardeau de la dette accumulé aux générations futures.

- 3- Protéger nos aînés en allouant des crédits pour les modèles de construction de maisons bi-générationnelles et réforme majeure du modèle "CHSLD".

6- Économie sociale

- 1- Soutenir davantage ceux d'entre-nous qui sont inaptes à travailler.
- 2- Subventionner le salaire des travailleurs sous-qualifiés pour les intégrer dans des emplois à valeurs ajoutées afin qu'ils y développent et apprennent des compétences directement nécessaires au milieu de travail.
- 3- Cesser la culture des subventions aux entreprises, contraire à l'esprit de libre-entreprise, propice à la corruption destructrice de la concurrence.
- 4- Préconiser les achats gouvernementaux nécessaires nationaux et locaux.
- 5- Abolir de façon permanente la taxe de bienvenue (droit de mutation).

7- Éducation et culture

- 1- Prise en charge des décrocheurs.
- 2- Reconnaître et faciliter la formation professionnelle en entreprise.
- 3- Revaloriser le travail manuel, les cours professionnels et techniques.
- 4- S'assurer de la qualité de l'enseignement et de sa réponse aux réels besoins de l'économie par une commission qui assurerait la concertation entre l'État, l'éducation et le patronat.
- 5- Solliciter la participation financière des entreprises qui bénéficient de la formation et de la main-d'œuvre qualifiée.
- 6- Contingenter les places en formation en fonction du marché de l'emploi.
- 7- Supprimer le financement des universités qui persisteraient à endoctriner au lieu d'enseigner.

8- Québec français

- 1- Opposition totale à l'adoption de l'écriture dite "inclusive".
- 2- Privilégier et choisir une immigration européenne idéalement française dont la culture est similaire et s'assimilant historiquement bien à la culture canadienne-française.
- 3- Français, seule langue officielle de la fonction publique, de l'éducation et de l'État québécois.

9 - Energie

L'énergie étant à la base du développement et des productions industrielles et alimentaires, du transport et du chauffage de la nation

- 1- Développer nos ressources en hydrocarbure
- 2- Étudier, corriger et envisager l'énergie nucléaire.
- 3- Dénoncer et imposer un frein au développement éolien en réalité inefficace et polluant qui nuit à notre potentiel agricole et touristique.
- 4- Dénoncer l'instrumentalisation politique et économique écoanxiogène découlant de la fumeuse théorie réchauffiste climatique anthropique.
- 5- Sortir du Protocole de Kyoto et de toutes ententes faites sous prétexte de "lutte environnementales" avec des organismes supranationaux tels que le G8 et le Forum économique mondial.
- 6- Cesser le financement de l'hydrogène comme arnaque scientifique.
- 7- Fin du soutien de l'État dans ce mirage vert de transition dans les transports à savoir celui du remplacement du parc automobile de technologie à moteur thermique par celui de moteur électrique à batterie rechargeable.

10- Gouvernance

- 1- Posséder nos propres représentations nationales au sein des institutions internationales.
- 2- Pour un État le plus minimal possible toujours sur le modèle de subsidiarité, c'est-à-dire de décentralisation.
- 3- Réaffirmer la totale liberté d'expression nécessaire au débat public en abolissant et ignorant la notion de discours haineux pour ne conserver dans le code criminel la pénalisation de la menace et de la diffamation.
- 4- Criminaliser la pratique du doxing.
- 5- Déclarer organisation terroriste les organisations anti-démocratiques prônant la violence politique antinationale comme le font les groupes d'individus appartenant à la mouvance dite "antifa".
- 6- Interdire la publication de sondage durant la dernière semaine des campagnes électorales.
- 7- Abolir les élections partielles en remplaçant les députés démissionnaires par les candidats ayant obtenus la deuxième position de la circonscription lors de la dernière élection générale.

11- Sécurité

- 1- Sentence ferme pour les crimes contre la personne et l'État.
- 2- Guerre totale contre le crime organisé y compris celui infiltré au sein de l'appareil d'État.
- 3- Réformer le système pénitentiaire agissant actuellement comme école du crime dans un environnement de luxe inefficace.
- 4- Rendre les prisons financièrement autonomes et sécuritaires pour les gardiens.
- 5- S'assurer de la qualification des compétences des camionneurs circulant sur nos routes au volant de poids lourds.

12- Santé

- 1- Faciliter la délégation de certaines tâches entre professions et métiers en milieu hospitalier
- 2- S'attaquer aux profits excessifs du matériel médical.
- 3- Exiger la collaboration inconditionnelle des syndicats à certaine flexibilité de l'État au recours aux services des agences accréditées privées.
- 4- Maintenir, réguler et élargir le pouvoir et l'accréditation des agences privées et des corporations d'infirmières, de pharmaciens et de préposés au sein du système de santé québécois.
- 5- Mettre fin à la culture du temps supplémentaire quasi obligatoire chez les infirmières.
- 6- Revoir le financement des équipements certifiés "médicaux".

13- Hygiène sociale (prévention)

- 1- Renforcer les lois environnementales véritablement antipollution de l'air, de l'eau et des sols.
- 2- Lutte aux drogues dures et à la toximanie.
- 3- Taxer les aliments reconnus comme néfastes pour la santé.
- 4- Favoriser et encourager l'entraînement, l'exercice physique et de saines habitudes de vie auprès de toutes les générations.
- 5- Rendre impossible auprès des jeunes toutes formes de démarches délirantes dites de transition de sexe.
- 6- Maintenir le financement des avortements sans pour autant en faire un orgueil national ou une valorisation publique de "progrès" quelconque.
- 7- Financer et travailler en prévention de la santé mentale en dirigeant vers l'hospitalisation.

14- Économie et finance publique

- 1- S'assurer que l'État autonomiste québécois remplisse son premier et principal rôle qui consiste à faire respecter la sécurité de ses citoyens, à commencer par la sécurité future de nos jeunes enfants y compris ceux à naître en considérant la dette publique comme un vol générationnel pur et simple.
- 2- Allouer les revenus de l'État strictement pour l'acquisition d'actifs et de bien-être collectifs canadiens-français et non pour "les intérêts sociaux" autres.
- 3- Sortir de la logique du "libre-échangeisme" tout azimut en favorisant une économie nationale forte et responsable.
- 4- Réduire le fardeau fiscal des particuliers.
- 5- Limiter les taxes de vente (TVQ) pour les produits québécois.

15- Environnement

- 1- Optimiser les ressources naturelles du territoire de l'État québécois tout en respectant la nature et l'écosystème.
- 2- Considérer la gestion de l'environnement comme un bien national (les matières premières ainsi que les déchets et leurs récupérations) encadré par l'État.
- 3- Instauration à la fois de consommation responsable et de responsabilisation environnementale de l'industrie productrice.
- 4- Sortir du Protocole de Kyoto et financer nos propres recherches sur le climat et l'environnement.
- 5- Adoption de politique de protection totale et de nationalisation de l'eau au Québec.
- 6- Maintien des politiques de protection des milieux naturels et des territoires agricoles au Québec.
- 7- Politiques d'optimisation de l'aménagement urbain/industriels et des infrastructures routières au sein des cités et villes du Québec.
- 8- Stopper l'immigration massive canadienne au Québec.

16- Contrat social et travail.

- 1- Instaurer le temps-supplémentaire après 40 hrs/semaine non imposable.
- 2- Diminuer graduellement l'aide sociale auprès des gens aptes.
- 3- Motiver les gens à travailler en favorisant la formation en entreprise et des intégrations progressives au marché du travail.
- 4- Valoriser les métiers manuels.
- 5- Abolir à l'emploi les programmes de discrimination dits positifs et les quotas discriminatoires envers les citoyens canadiens-français hétérosexuels blancs.
- 6- Rendre l'adhésion aux syndicats libres et application de la formule RAND (possibilité de choisir et de cotiser au syndicat de son choix) au sein des entreprises.
- 7- Limiter le champ d'action des syndicats pour les ramener à leurs missions originales de protection des travailleurs contre les abus des employeurs ainsi que du respect de la santé et sécurité au travail.

17- Souveraineté alimentaire

- 1- Protéger le marché intérieur en mettant en place, si nécessaire, des barrières tarifaires appropriées sur nos produits locaux afin de développer nos propres expertises agro-alimentaires.
- 2- Instaurer une certification 100 % laïque, o % kasher et o % halal dans tous nos secteurs agro-alimentaires.

18- Transport et infrastructure

- 1- Favoriser l'autonomie individuelle dans le transport en région.
- 2- Planification stricte sur des programmes de 10, 20 et 50 ans de la maintenance des infrastructures routières au Québec.
- 3- Abandon et retrait de tout programme de soutien public direct et indirect de l'État au développement de voiture à motorisation électrique à batterie rechargeable.
- 4- Instaurer et maintenir le soutien de service et infrastructure de transport collectif au sein des cités et des grandes villes québécoises.
- 5- Revaloriser le transport en gros volume via voies ferrées afin de désengorger les routes et autoroutes.
- 6- Saisir par l'État des camions, remorques et marchandises de tous chauffeurs de camion lourd n'ayant pas les qualifications et permis requis pour circuler sur nos routes.

